Burundi : découverte d'une fosse commune de plus d'une centaine de personnes

@rib News, 19/07/2017 – Source Xinhua Une fosse commune renfermant des restes humains de plus d'une centaine de personnes a été récemment découverte près du chef-lieu de la commune de Mabanda en province de Makamba, dans le sud du Burundi, a rapporté mercredi l'Agence burundaise de presse, citant les autorités territoriales de cette commune. Cette fosse a été découverte au cours des travaux des ouvriers qui étaient en train de creuser des caniveaux près d'un tronçon routier relevant de la RN11 (Route nationale numéro 11) reliant les communes de Mabanda et de Kibago, ont affirmé ces autorités en précisant qu'elles ne disposent pas encore d'éléments pour déterminer les auteurs responsables du "jet" de ces personnes dans cette fosse commune.

Le gouverneur de la province de Makamba, Gad Niyonkuru, a confirmé la présence de cette fosse dans la commune Mabanda avant de demander à la présidence de la Commission Vérité et Réconciliation du Burundi (CVR-Burundi) d'envoyer ses experts sur les lieux pour "faire déterrer ces restes humains" afin de les inhumer dignement d'une part, et d'autre part, pour permettre la poursuite des travaux de construction de cette route asphaltée. En attendant le déploiement sur les lieux des experts de la CVR, les autorités locales ont décidé de "clôturer cet endroit abritant cette fosse commune". Le 27 février dernier, le président de la CVR burundaise, Jean-Louis Nahimana, a lancé officiellement les travaux d'exhumation techniques des restes humains enfouis dans des fosses communes au cours des crises cycliques sanglantes jalonnant l'histoire tragique burundaise, en l'occurrence celles de 1965, 1972, 1988, 1991 et de la plus longue de toutes, à savoir celle de 1993, qui aura duré une dizaine d'années. Pour M. Nahimana, si le Burundi parvient à gérer convenablement la gestion de la problématique des fosses communes, cela contribuerait "beaucoup" à ce que le peuple burundais se réconcilie avec lui-même. D'après l'Association pour la mémoire et la protection de l'humanité contre les crimes internationaux (AMEPCI), une organisation de la société civile dont les travaux de recherche portent notamment sur l'inventaire des fosses communes issues des diverses crises burundaises et sur leur localisation, depuis 1962 à ce jour, le Burundi abriterait de 2.500 fosses communes liées aux diverses crises du passé sanglant. Selon le président et représentant légal de l'AMEPCI, Aloys Batungwanayo, au sein des victimes recensées pour les diverses crises au cours des cinq dernières décennies du Burundi post-indépendant, on retrouve aussi bien des hutus que des tutsi, les deux principales ethnies burundaises dont les élites politiques respectives, se rejettent mutuellement les responsabilités sur la paternité des "graves crimes de sang" commis jusqu'à ce jour. En revanche, pour Nicodème Bugwabari, professeur historien à l'Université du Burundi (UB), les recherches partielles déjà effectuées par l'UB depuis l'indépendance burundaise recouverte en 1962 à ce jour sur ce qu'il qualifie de "géographie de la violence" vue à travers les fosses communes recensées pour les diverses crises burundaises, font état de 139 fosses communes pour la crise de 1972 ayant frappé tout le pays, et de 34 fosses communes pour la crise de 1988, qui a endeuillé principalement deux communes nordiques du Burundi, à savoir Ntega et Marangara.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});